

LE TEMPS

CHF 3.80 / France € 3.50

LUNDI 14 OCTOBRE 2019 / N° 6539

Portrait

Trinh Xuan Thuan, pour l'amour du ciel ●●● PAGE 22



Lundi Finance

Les logiciels d'analyse: utiles ou dangereux pour la compliance? ●●● PAGE 13

Technologies

Xiaomi et Oppo, deux téléphones 5G haut de gamme à l'épreuve ●●● PAGE 11

Psycho

Plutôt que pardonner à son agresseur, lui demander pardon pour se libérer ●●● PAGE 2

Crans-Montana se retire du Magic Pass

SKI Après trois ans de collaboration, la station valaisanne quittera l'abonnement commun à plus de 30 stations romandes à la fin de la saison d'hiver, le 1er mai 2020

■ Cause du divorce: le refus par l'administration du Magic Pass de permettre à Crans-Montana d'augmenter ses tarifs pendant les vacances de Noël et de février

■ Si cet abonnement a donné un coup de fouet à l'industrie du ski, ses rigidités sont devenues rédhibitoires, selon le directeur des remontées mécaniques de la station

■ Pour combler la perte estimée de 130000 skieurs à la suite de sa décision, Crans envisage une nouvelle politique de prix et des alliances avec d'autres stations

●●● PAGE 3

«Aïda» au Grand Théâtre, démesure pharaonique



LYRIQUE A Genève, la mise en scène grandiloquente et spectaculaire de l'opéra le plus populaire de Verdi offre un visuel surabondant noyé sous une avalanche de décibels, malgré quelques beautés esthétiques et musicales ainsi qu'une distribution de bonne tenue. (SAMUEL RUBIO)

●●● PAGE 21

«Un parlement représentatif de la population relève de l'utopie»

ÉLECTIONS FÉDÉRALES «La majorité des élus ont une formation universitaire, ce qui n'est pas le cas pour 70% de la population. On trouve dans l'hémicycle une grande majorité d'indépendants et 15% seulement de salariés, alors que c'est l'inverse dans la société.» Pour le politologue **Andrea Pilotti**, l'écart entre le profil socioéconomique des élus et la réalité vécue par la majorité de la population est préoccupant. ●●● PAGE 9



Fin de la parenthèse et retour au chaos

GÉOPOLITIQUE Les Etats-Unis ont cessé d'imposer la paix et l'ordre libéral qu'ils défendaient depuis 1945

■ Le monde retourne à la «normalité», celle du chaos, selon l'essayiste néoconservateur Robert Kagan, que «Le Temps» a rencontré ●●● PAGE 6

ÉDITORIAL

Cette semaine où Boris Johnson peut devenir un homme d'Etat

RICHARD WERLY
@LTWerly

«Le succès n'est pas final. L'échec n'est pas fatal. C'est le courage de continuer qui compte.» L'homme qui parlait ainsi se nomme Winston Churchill. Admirateur du «Lion», dont il a écrit une biographie, Boris Johnson devrait apprendre cette citation avant de se rendre le 17 octobre à Bruxelles, au prochain sommet européen. L'UE, comme son propre pays, attend en effet de lui ce courage qui est la marque des grands dirigeants. Un courage qui,

au-delà des sondages et des luttes partisans, est synonyme de concessions et de volonté féroce de les défendre ensuite, à Londres, devant la Chambre des communes.

Ce courage, Boris Johnson n'en a jusque-là guère fait preuve. Pour accéder au 10 Downing Street, cet ancien journaliste réputé pour ses faux scoops a surtout fait exploser en vol le gouvernement de sa prédécesseure Theresa May. Il a, ensuite, tenté de museler le parlement pour esquiver la réalité: à savoir qu'un «no deal» – une sortie sans accord

– ferait courir à l'ensemble du continent un risque économique majeur dont personne, aujourd'hui, ne peut mesurer les conséquences.

Pourquoi donc, à ce stade, rêver d'un autre comportement? Pourquoi interpréter de façon positive le fait que les rumeurs autour d'un possible «deal» ont cessé de circuler depuis vendredi, à Bruxelles comme à Londres? Pourquoi penser qu'un accord de divorce peut encore l'emporter contre l'électora-

lisme d'un Parti conservateur contaminé par l'europhobie populiste? La réponse est simple: parce que les circonstances

l'imposent. Et parce que le leader d'une grande nation européenne, dont le destin restera inéluctablement lié à celui de ses voisins, doit répondre présent au rendez-vous de l'histoire.

Boris Johnson peut, cette semaine, devenir un homme d'Etat. Il le peut, si aucune issue ne se dessine, en sollicitant un report assorti de garanties mutuelles

pour que la négociation se poursuive entre l'Union et le Royaume-Uni dans le but de parvenir à un accord. Il le peut encore plus en prouvant aux négociateurs bruxellois que Londres ne cherche pas à désagréger le marché européen et qu'il entend devenir un partenaire commercial respectable de l'Union. Nous avons plusieurs fois écrit, ici, que l'UE aurait grandement tort d'entraver le retrait britannique. L'heure est venue, pour Boris Johnson, de démontrer pour sa part qu'il vaut bien mieux que sa caricature de saboteur immature.

Jusque-là, Boris Johnson n'a guère fait preuve de courage

«Le parlement ne peut être qu'un miroir déformé de la société»

ÉLECTIONS FÉDÉRALES L'écart entre le profil socioéconomique des élus et la réalité vécue par la majorité de la population est préoccupant, estime le politologue Andrea Pilotti

PROPOS RECUEILLIS
PAR YELMARC ROULET
@YelmarcR

Les Suisses élisent dans une semaine leur nouveau parlement. A la veille du scrutin, ce sont les couleurs politiques de la future assemblée qui focalisent l'attention. Mais la composition socioéconomique des Chambres, plus masculine, plus âgée, mieux formée et plus riche que la moyenne de la population peut-elle changer? Questions à Andrea Pilotti, responsable de recherche et chargé de cours à l'Institut d'études politiques de l'Université de Lausanne. Membre de l'Observatoire des élites suisses, ce politologue d'origine tessinoise centre son travail sur le profil et le parcours des élus, dans une perspective historique.

Les sondages prédisent un nouveau parlement plus vert et un peu moins droitier. Mais sur le plan sociologique sera-t-il différent? Le parlement suisse est connu comme l'un des plus stables de ce point de vue, même s'il se diversifie un peu depuis vingt ans. Je ne m'attends pas à un bouleversement de sa représentativité socioprofessionnelle. La majorité des élus ont une formation universitaire, ce qui n'est pas le cas pour 70% de la population. On trouve dans l'hémicycle une grande majorité d'indépendants et 15% seulement de salariés, alors que c'est l'inverse dans la société.

Jusqu'à quel point un parlement doit-il être représentatif de la population? La représentativité parfaite relève de l'utopie. Le parlement ne peut être qu'un miroir déformé de la société. Le travail parlementaire s'est sensiblement alourdi, il traite de dossiers complexes et techniques face auxquels les profils universitaires paraissent les mieux adaptés. Longtemps, le Parti socialiste s'est distingué des autres en faisant élire des postiers, des cheminots, des petits salariés. Ce n'est plus le cas depuis les années 1980-1990. Il est même devenu celui qui

présente le plus fort taux d'universitaires.

Cette déformation du miroir est-elle réversible? Elle est en partie inévitable, quasiment physiologique. Ce qui m'inquiète, c'est que l'écart a pris trop d'ampleur. Car la pluralité des voix en souffre. Plus d'élus et d'élues liés aux soins infirmiers apporteraient un autre point de vue quand on traite de politique de la santé. Davantage de petits salariés donneraient une autre sensibilité sur les aléas du marché du travail.

Que faire? Les partis devraient encourager plus activement cette diversification, ainsi que les employeurs. La difficulté de concilier politique et travail est centrale. Je crois que beaucoup de candidats potentiels s'autocensurent au lieu de se lancer face aux difficultés qu'ils pressentent. Il y a quelques années, une campagne d'Economiesuisse invitait les entreprises à laisser à leurs employés le temps de faire de la politique. Ce qui s'était alors limité aux cadres devrait être généralisé et pourrait inspirer aussi la fonction publique. Mais il n'y a pas de solution miracle: le PSS a beau veiller à ce que les milieux populaires soient représentés sur ses listes, ses électeurs privilégient les profils de formation supérieure et les cadres

INTERVIEW

du secteur public. Il faut casser l'association récurrente selon laquelle la compétence n'est liée qu'au niveau universitaire!

Voyez-vous un lien entre cette représentativité insuffisante et les critiques qui s'élèvent périodiquement contre les élites? Il existe probablement. Selon les études disponibles, les abstentionnistes ont souvent dans leur profil un niveau de formation assez bas, peu de tâches et de responsabilité dans leur travail et un revenu inférieur à la moyenne. C'est cet électorat qui se mobilise le moins.

On parle de parlement de milice, tout en sachant qu'il s'agit largement d'une fiction. Combien d'élus actuels sont-ils encore d'authentiques militaires? Le parlementaire de milice, selon le critère communément admis, consacre à ses activités d'élus un tiers au maximum de son temps de travail. Il s'agit désormais d'une



ANDREA PILOTTI
POLITOLOGUE

«La représentativité parfaite de la population relève de l'utopie!»

figure disparue! La plupart consacrent aux séances parlementaires et aux activités liées (préparation, vie du parti, présence dans les médias) entre 50 et 60% de leur temps au moins. Il est donc plus juste de parler de parlement semi-professionnel. Mais cette réalité ne plaît pas à tout le monde. Certains élus continuent de s'afficher comme parlementaires de milice, même s'ils ne le sont plus réellement, car ce terme a une connotation identitaire qui peut flatter leurs électeurs. En conservant officiellement un parlement non professionnel, la Suisse constitue une exception parmi les pays démocratiques.

Nombre d'élus gagnent leur vie avec leurs indemnités. Assez bien? La part fixe de leur rétribution est d'environ 60000 francs. Ce qui est bas, voire très bas, en comparaison avec des pays de taille similaire, où la part fixe est de 1,5 à 2 fois supérieure. Avec la part variable liée aux différentes indemnités, le salaire annuel moyen tourne néanmoins autour de 110000 francs. Certains vivent mieux qu'avant, d'autres, surtout parmi les indépendants, disent qu'ils y perdent, même si la fonction leur fait gagner un capital de prestige et d'influence important pour leur réseau.

Une particularité du parlement suisse est que les élus sont eux-mêmes des lobbyistes, en raison des intérêts particuliers qu'ils représentent souvent... Pour moi, le problème principal est la faible transparence des rémunérations. Il a fallu beaucoup de temps pour instaurer, facultati-

vement d'abord, le registre des intérêts aujourd'hui obligatoire. Mais la liste des conseils d'administration ou des postes de direction ne dit pas encore combien ces activités rapportent. On peine même à établir des fourchettes, alors que dans certains pays le député qui se fait offrir un café doit le signaler.

Le parlement est un peu en sandwich entre le Conseil fédéral et la démocratie directe, très active ces dernières années. Diriez-vous qu'il est plus fort aujourd'hui que par le passé? Oui, clairement. Bien sûr, la Constitution de 1848 le désigne déjà comme «autorité suprême de la Confédération», mais je dirais que durant près d'un siècle et demi, il n'a pas été vraiment en mesure de jouer ce rôle. Faute de moyens et de compétences, il s'apparentait à une chambre d'enregistrement, alors que le Conseil fédéral était plus puissant et que la phase pré-parlementaire jouait un plus grand rôle qu'aujourd'hui dans l'élaboration des lois. Le développement d'un nouveau système de commissions permanentes, à la fin du siècle passé, et la nouvelle loi de 2002 sur le parlement, qui a renforcé ses attributions d'initiative et de surveillance, ont marqué un tournant. Ce n'est pas pour rien qu'il est devenu un plus grand objet de convoitise pour les lobbys!

Les parlementaires d'aujourd'hui en ont-ils gagné en prestige par rapport à leurs devanciers? Il y a eu un changement de perception. Aujourd'hui, le statut des élus est moins lié à leur notabilité qu'à leur maîtrise de tel ou tel dossier. C'est un effet de la spécialisation du parlement.

On recense cette année un nombre record de candidats. Qu'est-ce que cela signifie? Toujours plus de candidats et de listes, c'est une tendance constatée depuis une vingtaine d'années. Le contexte partisan a évolué, avec une plus grande pluralité des acteurs politiques et l'apparition de listes thématiques (jeunes, femmes, etc.). Mais j'aime aussi croire que cette évolution est liée justement à la reconnaissance du parlement comme un lieu de pouvoir à investir. Même si cette vision est peut-être un peu romantique. ■

EN BREF

La Fribourgeoise Marguerite Bays canonisée

Le pape François a canonisé dimanche cinq nouveaux saints, dont la Fribourgeoise Marguerite Bays. La couturière de Siviriez (FR) avait été béatifiée en octobre 1995 par Jean Paul II. Plusieurs centaines de pèlerins se sont rendus au Vatican pour l'occasion. La conseillère fédérale Karin Keller-Sutter était également présente à Rome. Le diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg (LGF) était représenté par l'évêque Charles Morerod, l'évêque auxiliaire Alain de Raemy et le vicaire épiscopal Jean Glasson. Ils étaient accompagnés par le président de la Conférence des évêques de Suisse (CES), Felix Gmür, et l'administrateur apostolique du diocèse de Coire, Pierre Bürcher. Une délégation des autorités cantonales fribourgeoises était emmenée par le président du Conseil d'Etat, Jean-Pierre Siggen, et son collègue Didier Castella. ATS

Les étranges stages du Conseil islamique suisse

Selon *Le Matin Dimanche*, le Conseil central islamique suisse (CCIS) a proposé fin septembre un week-end de survie réservé aux hommes durant lequel les participants devaient apprendre notamment «la psychologie dans des situations d'urgence» et le «maniement du couteau». Contacté par *Le Matin Dimanche*, le CCIS n'a pas souhaité répondre aux questions de la journaliste. Si l'annonce interpelle, c'est qu'un recours est toujours pendant contre le président du CCIS, Nicolas Blancho, et son porte-parole, Qaasim Illi, pour propagande terroriste. ATS

Verts et Vert'libéraux rêvent de Conseil fédéral

Gonflés à bloc par les sondages précédant les élections, les Verts et les Vert'libéraux (PVL) envisagent une candidature commune pour le Conseil fédéral en cas de glissement écologique du parlement. Selon des parlementaires, le gouvernement devra aussi représenter les partis qui souhaitent réduire les émissions de CO₂ à zéro, rapporte la *SonntagsZeitung*. Les noms avancés seraient ceux des conseillers nationaux verts Bastien Girod (ZH) et Regula Rytz (BE), et de la PVL Tiana Angelina Moser (ZH), détaille la *SonntagsZeitung*, qui souligne que personne n'a voulu s'exprimer publiquement au sujet de ce plan. «Si les élections se déroulent comme l'annoncent les sondages, il nous faudra discuter de la formule magique», a néanmoins réagi le président du PVL, Jürg Grossen (BE). ATS

MAIS ENCORE

Manifestations contre l'offensive turque en Syrie Plusieurs milliers de personnes – des Kurdes et des sympathisants – ont manifesté samedi après-midi à Zurich contre l'offensive turque dans les zones kurdes du nord de la Syrie. Quelque 300 à 400 personnes ont également manifesté à Bellinzzone. Vendredi soir, un millier de personnes avaient déjà manifesté à Berne et 200 à 250 sur la place des Nations à Genève. ATS

PUBLICITÉ

«Nous nous engageons activement pour permettre de concilier vie professionnelle et vie privée. Et nous en sommes fiers.»

Gabriela Länger, membre du comité directeur, PostFinance SA, 3746 collaborateur-trice-s

Qu'en est-il de la gestion de la santé dans votre entreprise?

Faites le test maintenant sur www.friendlyworkspace.ch!

Une offre de Promotion Santé Suisse

